



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 18 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD

(Silos de Saint-Marcel)

6, avenue du président Borgeot

71350 Verdun-sur-le-Doubs

Références : CL/NM/2024/M_91
Code AIOT : 0025300038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD implanté à Saint-Marcel (71380), zone portuaire sud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Établissement : Société coopérative agricole et viticole bourgogne du sud
Adresse : Zone portuaire sud, 71380 Saint-Marcel
Code AIOT : 0025300038

Régime : Autorisation
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

CAVBS est spécialisée dans le stockage et le séchage de céréales produites dans la région. Les activités de la coopérative sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 septembre 2009 modifié le 13 avril 2011.

Quatre employés sont présents en permanence sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. **Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien des installations	AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Surveillance du stockage	AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection dont ce rapport rend compte permettent d'éteindre l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 novembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : « La société CAVBS est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en transmettant au préfet, dans un délai de 60 jours à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, en (...) assurant le maintien des performances de ce système dans le temps, tel que le prescrit l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé. »
Constats : Il avait été constaté lors la visite d'inspection du 07/09/2023 que l'exploitant ne réalisait pas le contrôle en service du système de surveillance des températures des produits stockés. Il avait été mis en demeure de remédier à la situation. Lors de la visite d'inspection du 20/02/2023, il a pu être constaté que l'exploitant a mis en place une procédure de contrôle, référencée PP03 v2 édition de décembre 2023. Ce contrôle, de fréquence au moins annuelle, fait l'objet d'un enregistrement (formulaire ENR 106). Au vu de ce qui précède, il convient de considérer ce point de la mise en demeure comme respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Surveillance du stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/11/2023, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques accidentels, Système de surveillance des températures des produits stockés
Prescription contrôlée : « La société CAVBS est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en transmettant au préfet, dans un délai de 60 jours à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté en remettant en ordre de marche le système de surveillance des températures des produits stockés tel que prescrit à l'article 8.1.7. de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 susvisé (...) »
Constats : Il avait été constaté lors la visite d'inspection du 07/09/2023 que le fonctionnement du système de surveillance des températures équipant les silos de CAVBS à Saint-Marcel n'était pas en mode nominal et présentait de nombreux défauts. L'exploitant avait été mis en demeure de remédier à la situation. Chaque silo est équipé de cinq sondes. Lors de la visite d'inspection du 20/02/2023, il a pu être constaté que l'ensemble des sondes de température a été étalonné et ajusté. Seules deux d'entre elles nécessitent encore une opération de remplacement. Les deux sondes neuves ont bien été réceptionnées mais l'exploitant attend de disposer des deux silos concernés, C111 et C114, une fois vidé de leur contenu, pour parachever cette opération. L'exploitant a fait savoir que le silo C114 sera vidé le 18/03/2024 et que les travaux de remplacement de la sonde se feront dans la foulée. La calendrier précis de la vidange du silo C111 est plus incertain mais aura lieu au plus tard courant du mois de juillet 2024. Au vu de ce qui précède, il convient de considérer ce point de la mise en demeure comme respecté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection le document justifiant de la réception des travaux relatifs au remplacement des deux sondes précitées. Par ailleurs, l'inspection a bien noté que le logiciel de supervision en salle de commande était perfectible. Ne permettant pas un paramétrage aisé des consignes de température, signalant des alarmes encombrantes de par sa conception, il est prévu de le remplacer à moyen terme (2026).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure